

Intervention de Monsieur Cheysson devant l'Assemblée Consultative ACP/CEE
le 25 septembre 1980

Monsieur le Président,

Voici la deuxième réunion de cette Assemblée Consultative depuis l'élection directe du Parlement européen. La première, en 1979, avait été largement consacrée à l'examen de la fin de la négociation : c'est donc aujourd'hui la première occasion d'un débat d'ensemble, portant sur tous les sujets qui nous intéressent.

Le rapport de Madame Focke, la résolution qui vous est proposée, les discussions du Comité paritaire ont porté principalement sur Lomé I, les conclusions à en tirer, positives, négatives, par rapport à Lomé II. Me permettez-vous, Monsieur le Président, d'élargir la discussion et de la replacer dans un cadre général, comme d'ailleurs le Président du Parlement européen, puis le Président du Conseil ACP l'ont fait dans leur discours introductif ?

Je voudrais replacer toute notre discussion dans les perspectives actuelles. Elles sont de bien des manières sinistres; la misère et la faim ne cessent de s'aggraver; les déficits alimentaires prévus sont importants et vont croissants, les moyens du développement sont faibles, très faibles par rapport à l'armement, ainsi que l'ont rappelé plusieurs orateurs. Puis-je souligner que le ratio moyen des fonds mis à la disposition du développement par rapport aux dépenses d'armement est de 1 à 10, quand il s'agit des pays industrialisés à économie de marché, et de 1 à 100 s'il s'agit des pays socialistes ? Non seulement ces moyens sont faibles, mais ils diminuent, on peut presque dire qu'ils s'effondrent, parce que la dette va croissant, parce que la détérioration des termes de l'échange est aggravée par la chute des prix de certains produits agricoles, et par la hausse d'un produit essentiel comme le pétrole. Le déficit des balances de paiement des pays en voie de développement importateurs de pétrole va croître de près de 60 milliards de dollars cette année, c'est un fait. C'est un fait que, pour un certain nombre de pays l'importation de pétrole représente une charge insupportable : 100% des recettes d'exportation de la Turquie, plus des 2/3 des recettes d'exportation de la Tanzanie, la moitié des recettes d'exportation de l'Inde, sont utilisés à payer les produits pétroliers.

Dans le même temps, l'hypothèse du recyclage des avoirs financiers générés en surplus par les produits pétroliers - quelque 120 milliards de dollars cette année - Cet espoir est plus faible qu'autrefois en raison de l'aggravation que je viens de rappeler. En regard, au niveau mondial - disons les choses franchement, clairement - il n'y a pas de dialogue entre pays pétroliers et pays consommateurs. Nous écoutons leur décision en matière de prix, nous n'avons jamais engagé vraiment le dialogue. Les pays de l'Est sont absents de toute discussion économique sérieuse sur l'avenir du monde. Au niveau du Nord-Sud global, reconnaissons que nous sommes dans le domaine de la médiocrité et des vœux pieux. Le demi échec de l'assemblée extraordinaire des Nations-Unies le confirme.

Alors, il y a un contraste avec ce que nous constatons aujourd'hui dans cette discussion, il y a un contraste avec ce qui a été dit au Parlement européen. Je crois qu'il est intéressant de s'en expliquer, et de tenter d'aller plus loin.

Je partirai - pas seulement parce que la Commission est placée sous le contrôle du Parlement européen, mais parce que j'ai été très impressionné par ce débat - je partirai donc du débat qui s'est terminé il y a une semaine au Parlement européen sur les problèmes de la faim dans le monde. Une résolution très complète a été adoptée; elle était présentée par un communiste italien, Monsieur Ferrero, elle était appuyée par des rapports provenant de tous les partis politiques, ou presque, dans cette assemblée. Elle résultait d'un très long travail, d'une approche logique et rationnelle, et c'est parce qu'il y a eu cette logique et cette rationalité qu'à mon avis il a été possible d'obtenir la quasi-unanimité du Parlement européen, sauf quelques voix dissidentes, peu significatives.

./.

Qu'a-t-il été dit dans ce rapport ? Après avoir décrit l'horreur de la situation, les pénuries, il met nettement l'accent sur la priorité à donner à la production dans les pays en voie de développement eux-mêmes, sur la recherche d'une auto-suffisance, d'un équilibre des balances agricoles par région tout au moins (l'importance de l'échange Sud-Sud devant être rappelée), sur la volonté de sécurité alimentaire, la nécessité de stratégies d'ensemble et de planification. Ceci est au service du développement rural, l'expression étant prise dans son sens le plus large, pêche, élevage compris, comme l'ont rappelé plusieurs orateurs ici. Ce qui comporte l'amélioration des techniques culturelles, préférence étant toujours donnée aux méthodes, aux pratiques déjà connues par les populations des villages, améliorées de diverses manières. Le projet doit s'adresser à la société rurale telle qu'elle est, aux hommes tels qu'ils vivent, par leur tradition, par leurs habitudes, par leur société, d'où l'importance du développement coopératif, de la réforme agraire, du crédit agricole, des petites et moyennes entreprises.

L'assistance venant de l'extérieur doit s'enraciner à ce niveau; d'où la signification des micro-projets, de l'action des organisations non-gouvernementales. L'environnement technique, l'infrastructure, le transport, le stockage doivent faire l'objet d'une grande attention, mais aussi l'environnement social et économique : problèmes de santé, d'éducation, de développement communautaire, nécessité d'une politique de prix, de revenus pour les paysans, de la sécurité, de la stabilité (je fais ici - au passage - référence au Stabex), développement de la production rurale.

Mais l'aide alimentaire venant de l'extérieur demeure nécessaire, pour les cas de catastrophes, et surtout comme un moyen du développement, ce qui implique que les pays puissent connaître à l'avance ce qui leur sera fourni, donc des engagements pluri-annuels. Ce qui comporte aussi que cette aide soit adaptée aux besoins réels des populations auxquelles nous nous adressons : une discussion a eu lieu sur les produits laitiers pour reconnaître que le butteroil était peut-être utile, que nous avions atteint les limites en poudre de lait, qu'en revanche d'autres aides protéiques étaient nécessaires.

Tout cela veut dire des moyens financiers et l'on a parlé tout naturellement du 0,7% du FNB et des autres moyens. Tout cela se passe aussi sur un arrière-plan d'échanges internationaux, car les pays en voie de développement devront continuer à acheter certains produits à l'extérieur (ceux qu'ils produiraient mal ou trop chers) et car une partie de leurs ressources extérieures résultent de leur vente de produits agricoles. Donc, nécessité d'ouverture de nos marchés, d'accords sur les matières premières, nécessité pour nous, pays de zone tempérée, d'ajuster nos productions agricoles en fonction des besoins qui existent là-bas, et non pas d'essayer d'ajuster les besoins dans ces pays en fonction de nos excédents.

Ainsi, Monsieur le Président, et c'est cela qui me frappe, de proche en proche, par un raisonnement logique, tous les éléments du Nord-Sud, toutes les raisons de bâtir un nouvel ordre économique international ont été mis sur la table. Les Parlementaires sont partis d'un sujet dramatique : la faim. Mais ont dû aborder tous les autres sujets, parler de la production, évoquer la technologie, l'assistance technique, la recherche, parler du commerce, de l'ouverture de nos marchés, parler des matières premières, parler du financement du développement, parler du développement tout court.

Tous les thèmes proposés à la Conférence des non-alignés à La Havane se trouvent là dans cette résolution. Et ils se trouvent là dans leur interdépendance. Tous les principes qui doivent être à l'arrière-plan de ce nouvel ordre économique international de demain s'y trouvent aussi :

- la reconnaissance de l'identité de chaque milieu : on ne fait rien si l'on ne se place pas dans le contexte, dans le concept de chaque milieu;
- la nécessité d'une sécurité dans la relation entre les pays;
- cette nécessité vis-à-vis des collectivités rurales, cette nécessité vis-à-vis des individus;
- le besoin d'une stratégie, d'une planification qui ne soient pas laissées aux forces du marché.

Cette résolution, cette analyse, a marqué l'interdépendance des milieux (des paysans du Tiers-Monde mais des nôtres aussi, des ministres des Finances, mais des peuples aussi, des pays du Sud entre eux, des pays du Nord et du Sud, ...). C'est toute la problématique du Nord-Sud.

Et si nous avons pris un autre grand sujet, comme peut-être le fera le Parlement européen demain, nous aurions abouti aux mêmes conclusions. La relance économique a été évoquée par un orateur, mais je n'hésite pas à dire qu'il n'y aura de relance économique dans le monde que dans la globalité et dans l'interdépendance. On peut appuyer cela sur un raisonnement théorique tel que celui que faisait Keynes au niveau de nos pays, quand il déclarait qu'il faut chercher l'équilibre entre l'épargne et l'investissement, équilibre qui n'existe pas à l'heure actuelle au niveau mondial puisque les surplus financiers de certains pays ne retrouvent pas leur place dans l'investissement là où il est nécessaire, c'est-à-dire dans le développement. Ce sont des faits. Encore une fois, nous aboutissons aux mêmes conclusions globales.

Et prenons ceci encore d'une autre manière, Monsieur le Président. Tout le monde reconnaît et affirme que nous avons besoin d'une sécurité, d'une prévisibilité dans les approvisionnements pétroliers parce que tout l'avenir de nos sociétés en dépend. C'est vrai. - Je me demande au passage pourquoi le même raisonnement, d'ailleurs, n'est pas accepté par de nombreux pays, y compris les pays représentés ici, quand il s'agit du blé, du cacao, d'autres produits de ce genre. J'y reviendrai. -

Mais revenons à ce problème. Nous voulons obtenir la sécurité, la prévisibilité dans les approvisionnements pétroliers. Alors il faut pouvoir engager avec les pays pétroliers ce dialogue qui actuellement n'existe pas. Mais pour y parvenir, il faut parler des problèmes qui les intéressent eux aussi. Et quels sont-ils ? Pour les pays à surplus financiers, c'est la garantie de la valeur de leurs actifs financiers. Quand ils nous disent qu'ils ne veulent pas transformer le pétrole, qui ne cesse de se valoriser, en dollars, qui ne cessent de se dévaloriser, je voudrais savoir quelle réponse faire, si ce n'est que nous devons parler de l'ordre monétaire mondial, si ce n'est que nous devons parler de la possibilité effective pour ces pays d'investir, de placer leurs actifs, de s'intégrer dans le développement du monde (donc dans le développement du Tiers-Monde), dans des conditions qui leur apportent la même sécurité que le maintien de leur pétrole dans les sables de l'Arabie. Et pour d'autres pays aussi, d'autres pays pétroliers qui, eux, peuvent et veulent transformer leur pétrole en développement - et certains sont représentés ici - eh bien il faut que nous acceptions de parler avec eux des problèmes qui les concernent vraiment, c'est-à-dire de l'accès à nos marchés, c'est-à-dire des transferts de technologie, c'est-à-dire des possibilités d'aventures conjointes, qui assurent le développement de leurs peuples. En d'autres termes, quel que soit le sujet dont nous parlions, il doit être traité en interdépendance avec les autres grands sujets, il doit être traité avec tous les pays du monde.

Voilà pourquoi rejeter le dialogue Nord-Sud dans sa globalité, globalité des pays, globalité des sujets, globalité des milieux intéressés, est une opération singulièrement courte dans la vision. Alors comment progresser ? Nous devons nous placer au niveau mondial : la seule enceinte possible est donc celle des Nations-Unies. C'est la raison pour laquelle une session extraordinaire vient d'avoir lieu qui devait permettre le lancement de cette négociation Nord-Sud globale. Elle a été, vous le savez, un demi-échec. Je dis demi-échec car, formellement, on a buté sur deux mots que trois pays de la communauté des 153 nations du monde ne voulaient pas inclure. Et je ne peux pas croire que ces deux mots empêchent qu'une résolution de ce genre soit finalement adoptée par l'assemblée ordinaire qui doit les reprendre maintenant. D'autant plus que garantie est donnée à tous les pays du monde que leur avis sera entendu, puisqu'il doit y avoir consensus, unanimité, lors des votes finals sur le paquet global qui doit couronner la négociation.

Je ne suis pas pessimiste non plus sur la possibilité d'arrêter un ordre du jour, sujet qui n'a pas encore été sérieusement abordé aux Nations-Unies, qui a été renvoyé à l'assemblée ordinaire; car je crois qu'il y a accord maintenant entre les 77 et les pays industrialisés, en tout cas ceux que je connais, ceux de la Communauté. Il faut dans cet ordre du jour trouver tous les sujets, il faut dans cet ordre du jour traiter de l'urgent et du fondamental.

Il faut traiter de l'urgent. Personne ne peut contester que des mesures rapides, immédiates, sont nécessaires dans le domaine de l'alimentation, dans le domaine de l'énergie, sur le plan des balances externes (c'étaient d'ailleurs les trois sujets indiqués comme urgents dans le rapport Brandt et rappelés par Madame Focke très récemment). Mais il faut aussi traiter du fondamental, c'est-à-dire des modifications structurelles, c'est-à-dire du nouvel ordre économique international. Je pense donc que nous arriverons à un accord sur cet ordre du jour.

Mais je suis inquiet, Monsieur le Président, sur ce qui suivra. Car dans la substance même de la négociation, je vois apparaître des difficultés considérables, d'abord parce qu'une partie du monde n'y est pas vraiment engagée - je parle des pays de l'Est européen - et il faudra que nous trouvions le moyen de discuter avec eux des sujets d'intérêt commun. Mais aussi parce qu'il y a encore à l'arrière-plan de cette discussion un désaccord fondamental sur la globalité, notamment sur l'inclusion de l'ordre monétaire dans la discussion, même si celle-ci doit avoir lieu dans les enceintes qui peuvent en traiter d'après leur statut. Est-ce un hasard si le pays le plus réticent à cet égard est celui dont la monnaie sert de référence au niveau mondial, celui qui échappe ainsi aux règles qui s'imposent aux autres ? Je pose la question.

Il y a en fait, et surtout, un désaccord sur la signification politique de cet ensemble Nord-Sud alors qu'ici nous reconnaissons tous qu'elle est essentielle. Comment progresser ? Eh bien, d'abord, en maintenant la pression politique sur le Nord-Sud. Le rapport Brandt en est un élément, par la personnalité de ceux qui l'ont rédigé et par son caractère global. Mais il faut qu'à chaque autre occasion politique, les sujets du Nord-Sud viennent en grande priorité. Je me suis beaucoup félicité que récemment à Belgrade une conférence réunissant une grande partie des syndicats du monde - je regrette qu'ils n'aient pas pu tous être là - ait abordé ces problèmes au fond. Voilà un moyen de maintenir une pression politique.

Il faut que des discussions aient lieu au sein des Parlements et, ceci pût-il paraître indécent, je voudrais féliciter le Parlement européen d'avoir commencé ce genre de débat, comme j'aimerais que les Parlements nationaux agissent de même. Et puis il faut que les hommes qui ont la responsabilité politique la plus importante, dans un moment, dans leur pays, en parlent entre eux. Je crois beaucoup pour ma part, comme d'ailleurs le rapport Brandt le recommande, à la valeur de sommets. Il y en aura plusieurs. Il est convenu qu'entre pays occidentaux ceci sera le thème principal des discussions des sept Occidentaux à Ottawa au mois de juillet prochain. Il en ira très probablement de même à la conférence des Premiers ministres du Commonwealth à Melbourne, comme vous le savez tous. Un sommet réunissant 20 à 25 pays du monde doit être organisé par Messieurs Lopez Portillo et Kreisky à Mexico, en janvier. Ce sont des moyens de maintenir la pression politique.

Et puis aussi - et je mettrai cela sur le même plan que la volonté politique, qu'il faut rappeler à tout moment - il faut progresser à chaque occasion. Le Nord-Sud, ce n'est pas seulement la négociation de New York. Le Nord-Sud, il faut le trouver à tout moment, partout, dans toutes les négociations importantes qui ont lieu dans le monde. Et il faut progresser surtout là où l'urgence est reconnue par tous. A la fin de cette semaine se réunissent les organismes de Bretton-Woods. Ils se prêtent de la part de certains à des critiques, c'est une chose, et il faudra en traiter. Mais tels qu'ils sont, il faut déjà les utiliser au mieux. Or cela n'est pas le cas.

Le Président de la Banque mondiale a fait des propositions pour une utilisation plus large des moyens de celle-ci. Il faut que ces propositions soient suivies d'effets très rapidement. Chacun sait que le Fonds Monétaire International a des ressources importantes peu ou mal utilisées dans le Tiers-Monde, pour des raisons que vous connaissez, surtout certains d'entre vous. Il faut en traiter, il faut poursuivre le début du progrès des dernières semaines à l'approche de la réunion annuelle. Il faut que les organes de Bretton-Woods soient tout de suite utilisés au maximum. Je suis heureux de signaler que la Communauté s'engagera par la bouche de ses Ministres des Finances, et en particulier du Président du Conseil, dans cette voie.

Il faut traiter des problèmes de sécurité alimentaire; je ne reviendrai pas sur toutes les recommandations qui ont été rappelées au cours de ce débat.

Il faut progresser dans la conclusion des accords de matières premières, et, puis-je une nouvelle fois rappeler que le premier rendez-vous doit porter là sur le cacao, et qu'il est pas supportable que les neuf pays de la Communauté se mettent en contradiction absolue avec leurs déclarations favorables aux accords de matières premières, favorables au Fonds commun, favorables au développement des productions de cacao dans vos pays, favorables à la stabilisation de vos recettes d'exportation, et simultanément jouer sur la spéculation à la baisse du cacao.

Il faut engager ce dialogue avec les pétroliers et puis il faut progresser entre nous. Entre nous, car l'aventure de Lomé, notre aventure commune, comporte des aspects singulièrement éclairants dans le cadre de cette discussion, de cette approche générale que je viens de vous proposer.

Notre coopération est globale. Elle porte sur tous les sujets que j'ai évoqués : commerce, assistance technique, financement, etc... Elle est globale, ce qui explique d'ailleurs pourquoi la négociation en a été difficile. Mais ceci montre aussi qu'une négociation globale est possible. Notre relation est globale également parce qu'elle s'efforce de faire participer tous les milieux intéressés - et de nouveau ici je félicite l'Assemblée Consultative d'avoir permis que les milieux économiques et sociaux entrent en contact comme ils le font grâce à vous (alors que le Conseil des ministres n'a jamais consenti à bouger dans cette direction)- et je me réfère à la dernière réunion de Genève.

Les principes que nous souhaitons pour la société mondiale de demain nous commençons à en trouver l'exposé dans le cadre de Lomé. En premier lieu le respect de l'identité de chacun; chacun de vous a son choix, chacun de vous décide de son système politique, de ses alliances, de son régime économique et les droits qu'il a dans le cadre de Lomé n'en sont pas affectés. Je l'ai déjà dit, et je le répète, la Convention de Lomé comporte un non-alignement total dans le jeu de ses méthodes. Votre choix s'exprime aussi par la programmation et de bien des manières.

Principe fondamental, principe que nous devons d'ailleurs retrouver sur le plan financier et que nous trouverons de plus en plus en mêlant les financements qui viennent de la Communauté et ceux qui viennent de toute autre source, quelle qu'elle soit, et quel qu'en soit l'orientation politique.

Principe fondamental encore : la recherche de la sécurité. Dois-je rappeler alors que tant de fois nous avons dit combien ce contrat était inspiré de cette volonté ? Volonté d'organiser la vie commune pour mieux comprendre, pour mieux prévoir, ...

Au cours du Comité paritaire, j'ai noté avec grand intérêt l'importance donnée par de nombreux orateurs, après le rapporteur, à la consultation industrielle.

A celle qui doit nous permettre de part et d'autre de connaître les intentions de l'autre partie. A celle qui doit nous permettre, à nous, Communauté, dans un effort d'anticipation concertée de planification, de prendre en compte vos intentions, les conséquences de l'industrialisation que nous nous sommes engagés à promouvoir.

Et puis, notre coopération, c'est aussi l'expression politique, par cette Assemblée, par les Parlementaires qui y sont, par la présence de tous ceux qui peuvent obliger nos gouvernements à ne pas utiliser un double langage selon le milieu où ils se trouvent.

On a parfois dit, Monsieur le Président, que Lomé était un modèle. Pour moi il n'y a pas de modèle, car les problèmes sont différents de région à région. On a dit alors que Lomé était exemplaire; peut-être en effet certaines de ses méthodes peuvent-elles être exemplaires. Je crois surtout que ses principes méritent que l'on s'en inspire - d'où la signification politique du nouveau contrat, pour reprendre l'expression du rapporteur dans la résolution qui vous est soumise. Ancien cavalier, je dirais surtout que Lomé, pour moi, c'est une avant-garde. C'est une avant-garde dont le rôle est de reconnaître, découvrir, rechercher les objectifs; bien sûr, si le gros des troupes ne suit pas cette avant-garde sera perdue. Ne nous faisons aucune illusion ici : Lomé n'aura sa valeur que s'il y a progrès dans le Nord-Sud. Faute de progrès dans le Nord-Sud nous serons rapidement dans un déséquilibre tel que notre volonté de relations particulières échouera.